

Les articles que nous présentons ici poursuivent les « chroniques européennes » recueillies dans *L'Europe dans les collisions mondiales*. Ce texte analysait le processus tourmenté vers un niveau plus élevé de centralisation continentale, une plus grande autonomie stratégique et un duopole paritaire avec les États-Unis. C'est un mouvement dont le moteur ultime réside dans les grandes tendances du déclin atlantique et de l'ascension de l'Asie, et qui subit en même temps les contradictions de la confrontation mondiale.

La guerre d'Ukraine fait à présent irruption dans ce processus. C'est la manifestation guerrière des années orageuses de la crise de l'ordre, et de l'intensification de la confrontation entre ensembles continentaux. La guerre – déclenchée par l'impérialisme russe dans l'idée de pouvoir exploiter la crise de l'ordre entraînée par l'irruption chinoise – polarise le champ de forces vers l'Atlantique, met à l'épreuve l'effort européen pour parvenir à une autonomie stratégique autour de l'axe rhénan, suscite la réaction belliciste de la Pologne et des pays baltes, et ébranle le système d'alliances de l'Allemagne. C'est une « *Zeitenwende* », selon l'expression du chancelier allemand Olaf Scholz, un tournant qui accélère l'histoire et qui met ainsi à nu les potentialités et les faiblesses de l'Europe.

Le déficit de centralisation, et donc le retard de la construction de l'UE, apparaît au grand jour, comme le montre l'humeur noire des commentateurs français. L'invasion russe oblige la puissance allemande à réviser des décennies d'*Ostpolitik* et – dans un contexte d'accroissement des forces de la scission impérialiste – à défendre en réponse le multilatéralisme, la politique d'équilibre et l'ambivalence entre l'Atlantique et l'Asie qui a jusqu'à présent été la forme larvée, sous le parapluie de l'OTAN, d'une autonomie stratégique européenne. À Paris, la mauvaise humeur est frappante, face au coup d'arrêt donné à la doctrine Macron selon laquelle l'Europe est une « puissance d'équilibre », qui doit viser une « souveraineté européenne » à même de soutenir un dialogue de puissance mature avec Moscou et un directoire stratégique paritaire avec Washington.

Il n'en reste pas moins que l'euro-atlantisme est le centre de gravité de l'axe rhénan et du continent. Par conséquent, le lien américain et la transformation

de ce lien en direction d'une plus grande autonomie stratégique progressent de façon unitaire. Dans *Die Grenzen der Macht* (Les limites de la puissance), l'historien allemand Michael Stürmer écrit que « *les Allemands ont tiré de leur défaite dans les deux guerres mondiales cette importante conclusion : qu'ils ne peuvent et même ne doivent agir qu'à l'intérieur d'alliances et d'intégrations* ».

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne agit dans un cadre d'alliances multiples qu'elle met à disposition de l'impérialisme européen. Ses liens avec la Russie, que nous avons appelés « Rapallo énergétique », en référence aux accords de Rapallo de 1922 entre l'Allemagne et la Russie, pouvaient être considérés comme une troisième alliance en complément des deux alliances fondamentales de la *Westbindung* : avec les États-Unis et avec la France. À présent, la guerre a brusquement rompu ces liens avec Moscou, ou les a du moins compromis pour une décennie.

À ces trois lignes directrices de la puissance allemande et européenne s'en ajoute une quatrième : les liens économiques intenses avec la Chine. Dans les années 1980, l'Allemagne utilisa son rapport ambivalent avec l'Asie et les États-Unis envers le Japon, au point qu'il devint un levier, en 1989, pour arracher l'assentiment des États-Unis à la réunification allemande ; aujourd'hui, elle est tournée vers la Chine et le reste de l'Indo-Pacifique, dans l'effort de négocier avec l'allié atlantique un duopole paritaire et une cooptation des puissances ascendantes dans une mondialisation réformée.

Stürmer indique un caractère particulier de la tradition allemande, qu'il relie à la position géopolitique et à l'histoire ancienne de l'Allemagne : « *Être à la fois centre et pont est un vieux rêve allemand. Il est plus ancien que l'après-guerre et que la réunification, plus ancien même que l'âge de Bismarck et de la Prusse. Il plonge ses racines dans le Saint-Empire romain germanique, qui tenta de produire l'ordre européen à partir du centre, sans pourtant jamais y parvenir.* » L'historien Heinrich August Winkler, dans *Wie wir wurden was wir sind* (Comment nous sommes devenus ce que nous sommes), indique qu'un « *mythe de l'Empire* » est enraciné dans l'idéologie allemande, un mythe auquel est attribuée l'image biblique du *katechon*, une force de conservation en mesure de retenir le monde de la ruine. Mais être « *au centre* », souligne Stürmer, a été pour l'Allemagne « *éternellement un problème, parfois un rêve, mais surtout un traumatisme* ».

Après la catastrophe allemande de la guerre de Trente Ans, le problème de l'Allemagne « puissance du milieu » s'est, au cours des siècles suivants, rempli de contenu capitaliste, en reflétant la dialectique d'unité et de scission. Au cours du ^{xx}e siècle impérialiste, quand Berlin a tenté d'être « *centre* » au moyen de la puissance, l'Allemagne a dû en expérimenter les « *limites* », selon l'expression de Stürmer, dans les catastrophes des deux guerres mondiales. Ayant tiré l'enseignement de l'autodestruction d'elle-même et du continent, l'Allemagne, avec le « *tournant historique* » de l'unité européenne, a abouti

à l'intégration continentale et au lien transatlantique pour y dissoudre la « question allemande » : « *L'idée d'un centre allemand de l'Europe n'a aucune base dans la réalité. L'histoire a en réserve trop d'avertissements contre une telle éventualité. [...] Parmi les conditions exigées par l'Occident pour l'unification allemande figurait donc la confirmation du rôle allemand dans l'Alliance atlantique réformée, et le renforcement du tissu conjonctif européen.* »

À partir de ce positionnement euro-atlantique, un environnement dans lequel s'est défini l'ordre libéral de l'après-guerre, l'Allemagne défend les alliances et les intégrations de la mondialisation au niveau de masse critique requis par la nouvelle phase stratégique, c'est-à-dire par la confrontation entre des ensembles d'envergure continentale. Et ce, également par rapport à certains courants américains, plus « missionnaires » que réalistes, qui sont enclins à l'opposition entre blocs, maintenant que cet ordre libéral, qui s'identifiait au ^{xx}e siècle avec la primauté américaine, est en crise, face à l'ascension de la Chine et au déclin atlantique. Aux États-Unis et en Europe, différentes lignes directrices objectives de puissance, outre les différentes traditions historiques et politiques, produisent des déclinaisons différentes du même concept d'Occident et d'unité occidentale.

L'UE, puissance principalement économique et exportatrice à partir de sa composante allemande, met l'accent sur l'ouverture des échanges et sur la négociation selon ses lignes directrices stratégiques, donc sur le *moment unitaire* plutôt que sur la scission. Cela reflète aussi le fait qu'elle est elle-même, selon l'expression d'Angela Merkel, « *un projet multilatéral* », qui s'emploie à gérer la laborieuse pluralité à son intérieur et à défendre l'ordre libéral basé sur des règles à l'extérieur. Mais en régime capitaliste, l'ouverture des échanges et le développement des marchés sont en même temps division en classes et en États, et lutte impitoyable pour le partage. Ainsi, ce même processus européen, tout en défendant le multilatéralisme, consolide un pôle de puissance dans la confrontation multipolaire, alimentant la scission impérialiste.

La pandémie séculaire, comme d'autres crises par le passé, a catalysé l'effort dans une direction fédéraliste. Outre le développement de pouvoirs en matière de santé et de politiques industrielles communes, un pas décisif a été accompli sur le terrain de la centralisation budgétaire. On a parlé de « moment hamiltonien » concernant un « pouvoir sur les cordons de la bourse » de l'UE, rendu possible par l'émission de dette commune : le fonds Next Generation EU – la capacité budgétaire gérée par le pouvoir fédéral de la Commission, qui sort renforcée de cette épreuve – offre un puissant instrument social-impérialiste de cohésion intérieure et déploie la puissance publique au niveau continental, comme arme dans la confrontation.

L'expérience de la pandémie a encore renforcé le mouvement vers une « *Europe qui protège* », selon la formule d'Emmanuel Macron. La capacité budgétaire par la dette européenne, expérimentée durant la crise sani-

taire (NGEU) et la politique industrielle de type français s'affirment – au moyen de dispositifs supplémentaires comme REPowerEU et le European Chips Act – comme instruments d'intervention publique dans les différents domaines de la compétition mondiale, de la transition verte aux technologies numériques en passant par la micro-électronique. L'idée d'un Fonds souverain européen est en discussion, pour répondre au protectionnisme américain – exprimé par des mesures comme l'Inflation Reduction Act (IRA) ou le déni technologique à l'encontre des puissances émergentes – et au capitalisme d'État chinois. L'Europe, avec la formule ambivalente d'*autonomie stratégique ouverte*, défend le caractère libre-échangiste du cycle économique, mais se dote en même temps de pouvoirs souverains : l'irruption chinoise a imposé le dirigisme et la puissance de l'État comme armes dans une confrontation dont le ton est monté d'un cran.

Les États nationaux se révèlent impuissants face à des processus qui ont les dimensions de l'Asie ou de l'Afrique. Les partis national-souverainistes, qui ont notamment tiré les leçons de la crise britannique, tenus en laisse par l'argent et la conditionnalité de Bruxelles, sont pris de remords européens. Face aux grands bouleversements mondiaux, ces forces politiques, nostalgiquement agrippées aux vieilleries du nationalisme et aux mythes de la patrie, s'adaptent précipitamment à des dosages et des gradations euro-nationales, aidées dans le cas italien par une tradition bien ancrée et retorse de « transformisme ». Préoccupés surtout par les résultats électoraux, ces partis surfent sur les thèmes xénophobes et sécuritaires, remuant les idéologies les plus toxiques et réactionnaires, qui prétendent en outre nier l'unité internationale de notre classe. Peut-être que la possibilité se dessine pour eux de se rendre utiles, dans le rôle de « chiens de garde » aux frontières, pour une *politique impérialiste européenne sur l'immigration*. Mais sur ce terrain, en raison des hivers démographiques avancés dans les vieilles puissances, des États-Unis à l'Europe en passant par le Japon, on voit se profiler de plus en plus la concurrence pour s'assurer les flux migratoires permettant de combler les manques de force de travail et soutenir les lourds fardeaux de la dette publique et de l'État-providence.

En plus de la difficulté à centraliser politiquement la pluralité d'États et de superstructures, la contradiction pour l'impérialisme européen réside aussi dans le fait que la bataille pour la relance continentale doit nécessairement rechercher la connexion avec une base de masse repliée sur les peurs du déclin atlantique. La nouvelle tendance mondiale de réaffirmation de la puissance publique, désormais structurelle, pourrait offrir un soutien : un social-impérialisme européen, à l'échelle continentale, déployant la puissance de l'État pour protéger cette base de masse apeurée et aigrie.

Le Brexit est une manifestation éclatante de ce cycle politique qui reflète des peurs petites-bourgeoises et propriétaires, et un vieillissement démogra-

phique dont le caractère psychologique est aussi la méfiance envers les jeunes forces de l'immigration. Mais le divorce d'avec l'UE confine Londres et sa base de masse aux moyens étatiques d'une puissance moyenne en déclin, où la *crise de l'État-providence et de la social-démocratisation*, commune à toutes les vieilles métropoles, ne trouve même plus la solution de la dimension continentale. Aujourd'hui, ce sont la guerre et ses conséquences qui sont le banc d'essai pour l'idéologie insulaire britannique. L'exacerbation du niveau de la confrontation révèle les dommages stratégiques du Brexit, qui prive Londres de la profondeur stratégique garantie par le lien politique et institutionnel avec la masse continentale de l'UE.

Depuis 2016, l'année du référendum, le Royaume-Uni se débat dans la crise politique : cinq Premiers ministres se sont déjà succédé à Downing Street, victimes des convulsions d'un Parti conservateur qui a abandonné son traditionnel pragmatisme, en proie aux fièvres démagogiques du nouveau cycle politique dans sa déclinaison britannique. Le dernier, Liz Truss, après seulement 45 jours de gouvernement, a dû céder face aux raisons de l'économie, qui s'est imposée à la pensée magique des Tories : son *mini-budget*, qui se targuait d'un plan de coupes fiscales encore plus radicales que celui promis en campagne électorale, a été rejeté par les marchés financiers. L'illusion d'une souveraineté reconquise grâce au Brexit a été désavouée par une réalité de signe opposé : le petit esquif national britannique est moins souverain, parce que sa séparation de l'un des plus grands blocs économiques du monde le laisse plus vulnérable face aux vents mondiaux.

Londres a été rappelé à l'ordre par le FMI, avec une intervention publique et presque brutale, qui a aussi souligné l'entrave de la politique économique du gouvernement britannique à l'action de la Banque d'Angleterre contre l'inflation. L'intervention du FMI évoque une analogie avec la crise de la livre sterling du milieu des années 1970, quand le Royaume-Uni courut justement se réfugier dans la construction européenne. Nous avons indiqué que le Brexit est une manifestation aigüe de déséquilibre politique, qui précipite dans la crise stratégique le déclin britannique séculaire, jusque-là sagement géré. La confirmation par les faits a été aussi rapide que manifeste.

La pandémie et le Brexit ont aussi été des occasions pour une réflexion sur les *formes politiques* de la confrontation impérialiste. Tant la pluralité de superstructures de l'UE que la dialectique entre les pouvoirs britanniques – et entre ceux-ci et les pouvoirs du continent – ont offert du matériel d'analyse sur l'enveloppe politique de la démocratie impérialiste et sur son efficacité face aux crises et à l'intensification du niveau de la confrontation.

Un chapitre de ce livre est ensuite consacré au cycle politique néerlandais, car il est représentatif des courants libéraux et atlantistes du nord de l'Europe, du point de vue de leur lien avec le centre de gravité rhénan. Le pragmatisme hanséatique des Pays-Bas, par tradition tourné vers les vents de

l'Atlantique mais avec les pieds sur le continent, s'est montré plus réaliste et souple que son homologue britannique face au changement. Le Brexit a eu des conséquences significatives sur le positionnement européen des Pays-Bas. Orpheline de l'appui britannique en matière budgétaire et de politique étrangère, après un bref débat national sur la possibilité d'occuper le rôle laissé vacant par Londres – vite abandonné parce que dépourvu de base dans les rapports de force –, La Haye s'est réorientée vers une convergence avec l'axe franco-allemand, en particulier sur le terrain budgétaire : le rôle de médiation néerlandais a été important pour amener les « frugaux » au compromis du Next Generation EU. Même si la guerre d'Ukraine a modifié l'équilibre de l'ensemble continental en renforçant la traction excentrique polono-balte, les Pays-Bas semblent confirmer leur ancrage pragmatique rhénan, étant donné que l'axe franco-allemand lui-même est brusquement tiré par le lien structurel américain. Le centre de gravité euro-atlantiste sur lequel Berlin et Paris avaient structuré la relance européenne est en effet secoué par la guerre, qui impose un moment de définition.

Après la *surprise stratégique* de l'invasion russe, Berlin a repris l'initiative, en conservant le cap, à l'intérieur du lien atlantique, sur la défense d'une mondialisation réformée et du système des alliances de l'ensemble européen. Dans cette bataille, on assiste à une convergence entre l'Allemagne et la Chine en faveur du signe libre-échangiste du cycle, une convergence rendue explicite par la visite de Scholz à Pékin le 4 novembre 2022, et confirmée au G20 de Bali des 15-16 novembre, où le rôle allemand a contribué à la détente entre les États-Unis et la Chine. Au sujet de l'Ukraine, la prudence et les conditions affichées par le chancelier face aux pressions interventionnistes américaines, est-européennes et de la composante verte de sa propre coalition gouvernementale, mettent en lumière la question objective de la relation future avec la Russie, puissance nucléaire sur le flanc oriental de l'Europe.

Dans un essai paru dans la revue *Foreign Affairs* (« The Global Zeitenwende. How to Avoid a New Cold War in a Multipolar Era »), Scholz a illustré sa ligne stratégique d'opposition à la formation de blocs, en soulignant que l'ascension de la Chine ne justifie pas son isolement. Il a en outre revendiqué une plus grande réciprocité transatlantique et a centré l'attention sur une deuxième vague de la mondialisation, alimentée par le développement du vaste bassin de l'Indo-Pacifique et plus généralement du monde « autre » que les États-Unis, l'UE et la Chine.

La ligne Scholz vise à faire valoir les liens et les intérêts européens au sein de l'alliance transatlantique, en retenant et en conditionnant les États-Unis – traversés eux aussi par l'ambivalence entre négociation et confrontation – dans les relations avec la Chine et la Russie. Dans les intenses discussions sur l'envoi de chars allemands Leopard en Ukraine, qui pourrait représenter une escalade du conflit, en équilibre au bord du gouffre nucléaire, Scholz a

résisté aux pressions des États-Unis et de l'Europe de l'Est en restant ferme sur la condition, finalement acceptée par l'allié, que Washington fournisse ses propres chars Abrams. De cette façon, Berlin a obtenu d'engager les États-Unis sur le terrain, aux côtés des Européens – contre les courants américains qui entendaient pousser la seule Europe en première ligne –, imposant de fait une codécision sur la guerre et impliquant la puissance nucléaire américaine dans les calculs de la riposte russe.

La presse allemande a évoqué un parallèle historique avec la ligne d'Helmut Schmidt pendant la crise des euromissiles. Au Bundestag, Scholz a rétorqué à ceux qui l'avaient accusé d'indécision : « *Nous avons bien fait de ne pas nous laisser entraîner, d'agir en étroite collaboration avec les alliés, et il a été juste et délibéré que notre gouvernement soit arrivé à cette décision pas à pas, puisqu'il s'agit du seul principe qui puisse garantir la sécurité pour l'Europe et pour l'Allemagne dans une situation aussi dangereuse.* » Le chancelier a en outre souligné le principe qu'il faut éviter une escalade du conflit qui conduirait « *à une guerre entre la Russie et l'OTAN* ». Il s'agit d'un exemple concret de la façon dont le lien transatlantique et un degré d'autonomie européenne doivent nécessairement aller de pair.

La guerre permet ainsi d'entrevoir, outre les retards et les carences, ce que l'impérialisme européen couve en puissance, à savoir une plus grande autonomie stratégique avec des pouvoirs politiques plus consolidés, y compris en projection militaire. L'un des effets de plus grande ampleur de l'invasion russe est en effet le réarmement allemand qui, avec celui du Japon, annonce l'intention de sortir de l'état de minorité militaire des deux principales puissances vaincues lors de la Deuxième Guerre mondiale. Dans un discours prononcé au Reichstag le dimanche 27 février 2022, Scholz a désigné la guerre en Ukraine comme une « *Zeitenwende* » dans l'« *histoire de notre continent* ». Il a ensuite annoncé un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr et l'augmentation du budget allemand de la défense, au-dessus de 2 % du PIB. Le même jour que le discours de Scholz, l'UE a annoncé la fourniture d'armes à l'Ukraine pour 450 millions d'euros, via le fonds dénommé « *European Peace Facility* ». En janvier 2023, Emmanuel Macron a lancé un budget pour la défense de plus de 400 milliards sur sept ans. La question est maintenant de savoir si le réarmement de ces pays prélude au développement d'une défense européenne commune, avec un niveau accru de centralisation de la politique étrangère et de la projection militaire. En attendant, dans une intervention conjointe dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 janvier 2023, à l'occasion du soixantième anniversaire du traité de l'Élysée, Scholz et Macron considèrent que le réarmement continental est à la première place comme élément d'une Europe « *plus souveraine* », capable de « *façonner l'ordre international* ».

Pour Berlin, avoir franchi le Rubicon du réarmement est une confirmation de son lien avec Washington, et en même temps sa transformation. On peut

se demander si, pour l'Europe, cette transformation graduelle est suffisante ou si au contraire un saut quantique ne serait pas nécessaire. En tout cas, pour le moment, c'est la forme obligée du processus, qui ne peut faire abstraction du lien structurel avec les États-Unis.

Dans le cadre de l'Alliance atlantique, la bataille de l'Europe et de l'Allemagne en faveur du signe libre-échangiste du cycle – en convergence avec le Japon, la Chine et les pays émergents – vient à peine de commencer et regroupe des forces suffisantes pour ne pas exclure une phase de mondialisation renouvelée. Cette coalition de forces s'engage pour que la crise de l'ordre puisse trouver un supplément de temps et d'espace qui puisse l'éloigner de la rupture.

La ligne Scholz qui veut faire de l'Europe une puissance d'équilibre doit être située dans cette distinction décisive entre *crise* et *rupture* de l'ordre. La guerre d'Ukraine a catalysé le réarmement allemand, ce qui constitue un bond en avant concret de l'Allemagne. Sa tradition d'utilisation politique de la force économique n'est plus suffisante à elle seule pour l'exercice stratégique de la puissance : au niveau atteint par la confrontation, il faut se doter du levier militaire. Ceci dit, la *Zeitenwende* de Scholz maintient une continuité, dans sa structure conceptuelle, avec la doctrine Merkel pour « *une Europe multilatérale et pôle de puissance du multipolarisme* ». Le moment unitaire de la confrontation impérialiste repose sur des forces aussi réelles que celles de la scission, qui pourtant progresse. L'ambivalence de la ligne allemande reflète la nature intrinsèque de l'impérialisme, et en particulier du cycle actuel.

Dans un article contenu dans ce volume, nous reprenons le texte de Marx « Discours sur la question du libre-échange ». On y trouve en germe la notion selon laquelle, en régime capitaliste, unité et scission s'interpénètrent dialectiquement. Les collisions extérieures de l'ascension chinoise et de la guerre déplacent l'accent, bien que dans un contexte multilatéral, sur l'Europe comme pôle de puissance. Les deux moments coexistent, puisque le partage s'accomplit proportionnellement au capital et que le « *libre-échange* », observe Marx, n'est que la « *liberté du capital* » : « *Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie.* » Le multilatéralisme défendu par l'UE et l'Allemagne est lui-même une forme du partage impérialiste. De la même façon, Marx montre le lien dialectique entre libre-échange et protectionnisme : le développement national de la grande industrie a pour fin le marché mondial.

Lénine met à jour la structure théorique du marxisme à l'ère de l'impérialisme, en attaquant la thèse de Karl Kautsky selon laquelle, par « *impérialisme* », il ne faut pas entendre une « *phase* » ou un stade de l'économie, mais « *simplement une forme de la politique du capitalisme moderne* ». À partir de ce présupposé, Kautsky sépare la politique de sa base économique et parvient

ainsi à dissimuler les contradictions objectives de l'impérialisme, en prévoyant la possibilité, résume Lénine, du « *super-impérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste* ». Pour le marxisme, l'impérialisme représente au contraire le stade suprême du capitalisme, où les contradictions objectives, loin de trouver une conciliation, sont plutôt exacerbées, dans une alternance continue « *de lutte pacifique et de lutte non pacifique* », des formes qui se déterminent réciproquement « *sur une seule et même base* ». Nous le voyons concrètement aujourd'hui : Tokyo et Berlin défendent le multilatéralisme, mais en même temps se réarment, ce qui signale que la confrontation est montée d'un cran.

L'irruption tragique et brutale de la guerre impérialiste en Europe donne la mesure du *retard historique* du parti révolutionnaire, mais confirme que l'internationalisme est la seule voie crédible pour la classe prolétarienne en Europe et dans le monde. Dans l'article « La guerre en Europe et l'internationalisme », de février 2022, nous avons écrit : « *Alors qu'un interventionnisme européen se concrétise, futur levier du réarmement européen, nous sommes avec les prolétaires ukrainiens, avec les prolétaires russes, avec les prolétaires européens, mais aussi avec les prolétaires américains et chinois, et nous luttons aussi bien contre l'impérialisme russe, européen, américain et chinois que contre la bourgeoisie ukrainienne. L'internationalisme est le seul choix contre la barbarie.* » Dans la crise de l'ordre, telle est la bataille incontournable pour notre classe et la seule perspective pour l'humanité.

Février 2023.